

NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



64744
Distr.
GENERALE

E/CN.14/128/Add.3
13 février 1962

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Quatrième session
Addis-Abéba, février-mars 1962
Point 6 de l'ordre du jour provisoire

PROPOSITIONS SUR LE SIEGE EVENTUEL DE L'INSTITUT AFRICAIN
DE DEVELOPPEMENT ET DE PLANIFICATION ECONOMIQUES

Propositions sur le siège éventuel de l'Institut africain
de développement et de planification économiques

1. En ce qui concerne l'emplacement de l'Institut africain de développement et de planification économiques, qu'on se propose de créer, il convient de se reporter au paragraphe 41 du document de travail sur le projet d'établissement d'un Institut africain de développement et de planification économiques (E/CN.14/128/Add.1).

2. En outre, le Secrétaire exécutif désire faire savoir à la Commission qu'un certain nombre de pays se sont déclarés prêts à accueillir l'Institut qu'on se propose de créer.

3. Dans son exposé du 18 octobre 1961 devant la Deuxième Commission de l'Assemblée générale, le représentant de la Nigéria a fait à cet égard la déclaration suivante :

"Le Gouvernement nigérien sera heureux de fournir les moyens nécessaires à la création rapide d'un bureau sous-régional dans mon pays, si cela répond au désir de la Commission et si l'on estime que cet emplacement peut convenir à un Institut de planification".

4. Le Gouvernement sénégalais, dans une lettre, en date du 6 janvier, adressée au Représentant résident du BAT des Nations Unies à Dakar, a exprimé le désir d'accueillir l'Institut proposé. Il considérait que la ville de Dakar avait l'avantage de posséder une Université et Institut de sciences économiques appliquées, qui pourraient être mis à la disposition de l'institut proposé.

5. Le délégué de la RAU au Groupe de Travail sur le développement économique et social, qui s'est réuni à Addis-Abéba du 15 au 26 janvier 1962, a fait savoir, sur instructions de son Gouvernement, que la RAU accueillerait volontiers au Caire, l'Institut africain de développement et de planification et qu'elle possède un certain nombre

d'universités, un Institut national de planification et d'autres instituts de recherche qui pourraient contribuer à la bonne marche des travaux de l'Institut. Quant aux autres moyens à envisager, il a ajouté que son Gouvernement était prêt à entamer des négociations à ce sujet.

6. Les participants de l'Ethiopie et du Ghana, au cours de la même réunion, ont également déclaré qu'ils seraient heureux de voir leur pays respectif accueillir l'institut.